



CONCLUSION SIMON POPY – PRESIDENT FNE LANGUEDOC ROUSSILLON

Tout d'abord je tiens à remercier FNE Midi-Pyrénées pour son invitation. Thierry de Noblens a dû vous parler ce matin du processus de fusion en cours de nos deux fédérations donc je n'y reviens pas. Je m'excuse de ne pas avoir pu assister aux deux premières présentations ce matin. Comme vous le savez les inondations du 22 octobre à Béziers ont coupé la voie ferrée ce qui rend très difficiles les voyages de Montpellier à Toulouse. Vous savez peut-être qu'on annonce un nouvel événement cévenol pour ce soir, jolie coïncidence avec ce séminaire sur les inondations... On annonce 350 mm ce soir sur les Cévennes mais ce n'est pas considéré comme étant un "événement exceptionnel". Ceci dit, la confiance est faible dans nos contrées quant aux prévisions de Météo France, et lorsqu'il y a alerte orange, les gens savent qu'ils peuvent aussi bien s'attendre à rien du tout ou à l'apocalypse à 10 km près...

Alors, pourquoi FNE s'intéresse-t-elle aux inondations ? Notre motivation première, ce ne sont pas les risques pour les biens et les personnes, qui sont plutôt l'affaire des préfets ou des collectivités, même si on ne peut évidemment y être insensible en tant que simple citoyens et habitants du territoire. Ce qui nous différencie, c'est notre sensibilité naturaliste et notre préoccupation pour les fonctionnements naturels. C'est ce qui fait que depuis longtemps, nous avons l'intuition de leur importance dans la prévention des inondations. Nous nous doutions bien, par exemple, que le bocage avait un effet sur le ruissellement, sans qu'on ait besoin de nous le démontrer avec des modèles et des mesures scientifiques comme évoqué ce matin. Et puis ce qui nous différencie, c'est aussi notre conscience de la valeur inestimable des cours d'eau naturels. Il n'en existe plus beaucoup en France. J'ai pour ma part fait mes classes sur les rives de l'Allier, l'une des dernières grandes rivières sauvages d'Europe, avec de grands méandres, et une véritable dynamique fluviale. J'ai été choqué lorsque je l'ai quittée et que j'ai découvert à quel point, ailleurs en France, on avait artificialisé les cours d'eau de façon généralisée.

Après des décennies d'une sorte de délire de maîtrise absolue, à base de digues, d'enrochements, on fait machine arrière. Et nous disons : enfin ! Oui il faut redonner un fonctionnement naturel aux cours d'eau ! Mais malheureusement ce n'est pas toujours bien compris par la population et nous devons faire face à beaucoup d'idées reçues, interventionnistes, voire hygiénistes. Notre responsabilité est de porter un autre message. Le problème, ce n'est pas le fonctionnement naturel des cours d'eau, ce n'est pas l'existence d'un lit majeur, le problème ce sont les erreurs d'aménagement ! Une rivière doit rester vivante, ce n'est pas juste un fossé. En zone méditerranéenne ce genre de confusion est encore plus répandu étant donné qu'une bonne partie des cours d'eau sont à sec 95% du temps. On a vite tendance à ne voir dans ces cours d'eau que des canalisations d'évacuation pluviale.

Dans l'absolu, si on respectait l'espace de liberté des cours d'eau, on ne devrait pas avoir besoin d'entretien, ou beaucoup moins. On ferait des économies, et la biodiversité serait préservée. Mais la réalité est beaucoup plus complexe... Nous devons souvent faire face à l'irrationnel, parce que nous portons des messages qui vont à l'encontre de ce que les gens associent à leur "sentiment de sécurité", et aussi parce que les victimes d'inondations ont subi des traumatismes importants. ça peut aller jusqu'à être accusés d'être responsables des inondations, c'est du vécu, suite aux inondations dans l'Aude, je me suis vu accuser publiquement en tant que représentant des associations de protection de la nature d'en être responsable parce que vous comprenez "c'est à cause des grenouilles qu'on peut pas envoyer les bulldozer pour faire ce qu'il faut"... Face à des croyances populaires très fortes, nous devons faire preuve d'humilité, et faire beaucoup d'efforts de pédagogie. Ce n'est pas facile ! En dehors des périodes de drames, nous sommes confrontés au déni et au "jusqu'ici tout va bien", et lorsqu'il y a des drames, on bascule dans l'irrationalité. Nous sommes là pour ramener de la rationalité, notamment en période post-crue.

Concernant le changement climatique et la culture du risque, tout d'abord je tiens à remercier les intervenants de la table-ronde. Les inondations en Languedoc-Roussillon, on connaît, avec les événements méditerranéens et cévenols. Avec parfois des morts. A Grabels en 2014 nous avons eu plus de 200 mm en 3 heures. Dans l'Aude en 2018 300 à 400 mm, voire plus... A Béziers en 2019 350 mm en quelques heures. Ces événements extrêmes ont des conséquences concrètes comme des coupures de ligne ferroviaire, ou comme le lessivage de tonnes d'Arsenic dans l'Orbiel. Et ils mettent à l'épreuve les modèles hydrauliques théoriques. Malgré la prudence légendaire des climatologues en ce qui concerne les statistiques, d'après Robert Vautard (CNRS) que nous avons accueilli lors de notre récente "journée du réseau eau", nous vivons déjà le changement climatique en Languedoc-Roussillon. Contrairement au versant Midi-Pyrénées, on mesure déjà une augmentation de 20% des extrêmes supérieures à 200 mm par rapport à 1950, et les modèles prédictifs annoncent 40% en 2050. Mais ce sont les pluies courtes, les plus violentes, qui gagnent le plus en intensité, or ce sont elles qui sont les moins modélisables, et qui sont les plus importantes pour les inondations en zones urbaines. Tout ça se combine évidemment à l'extension urbaine récente, à l'imperméabilisation, et fait que nous avons d'ores et déjà besoin de réviser certains modèles hydrauliques, d'envisager de

rectifier les dimensionnements d'un bon nombre d'ouvrages, et de reconsidérer un certain nombre d'occupations humaines inadéquates.

Ces changements mettent aussi en évidence la fragilité des modèles théoriques, car lorsqu'on les pousse dans leurs extrêmes, on voit bien que ce qui sur le papier a l'air parfait, dans la réalité s'effondre au moindre imprévu. Vous pouvez avoir tout un réseau de bassins de rétention et de buses parfaitement dimensionnées, il suffit parfois d'une décharge sauvage au mauvais endroit pour boucher une canalisation et faire s'écrouler tout le bel échafaudage théorique, comme à Béziers. Ces dysfonctionnements nous font prendre conscience que les modèles hydrauliques calés sur les crues centennales du passé et permettant d'urbaniser des zones dites "d'aléas faibles", créent un faux sentiment de sécurité.

Dans la partie Méditerranéenne de la Région, nous avons un phénomène supplémentaire qui est lié au littoral. J'en profite pour rappeler que la gestion du trait de côte fait partie des compétences GEMAPI. Chez nous la plupart des rivières sont des fleuves, et la gestion des bassins versants se termine à la mer. D'abord je rappelle que le phénomène d'érosion du trait de côte que nous subissons actuellement est étroitement lié à l'artificialisation des cours d'eau tout au long de leur cours, qui cause un fort déficit sédimentaire. Le Rhône est évidemment le premier concerné, mais c'est également vrai pour tous les petits fleuves qui descendent du Massif Central. Lorsqu'ont lieu des épisodes météorologiques extrêmes, on observe par ailleurs une conjonction sur la côte languedocienne entre la hausse du niveau marin, liée au vent marin, et l'inondation par la terre avec les crues. Dans des zones très basses et plates ce phénomène aggrave les inondations.

A l'avenir, on nous annonce en plus une hausse du niveau de la mer liée au changement climatique. Je veux souligner que les 60 cm en 2100 évoqués tout à l'heure correspondent au scénario médian du GIEC. Or on a pu observer au fil de la succession des rapports du GIEC que ce ne sont pas les scénarios médians qui se sont vus vérifiés, mais toujours les hypothèses les plus extrêmes. Sauf révolution mondiale immédiate, il faut donc plutôt prévoir une augmentation du niveau marin supérieure à 1 m en 2100 d'après le dernier rapport du GIEC. Sur le littoral, plus encore que dans les zones inondables des cours d'eau, on constate une absence totale de culture du risque, combinée à de forts enjeux urbains, touristiques, et naturels. Et alors que de nombreux aménagements deviennent inadaptés, on retrouve les mêmes réflexes de déni, de protections dures, voire d'aménagements sous conditions dans les zones d'aléas dits "faibles". C'est comme ça que le Plan de Prévention des Risques Littoraux de Gruissan permet encore la construction sur pilotis dans des dents creuses de Gruissan Plage, à condition d'être à une altitude de plus de 50 cm (!) au-dessus du niveau de la mer. C'est dans cet esprit que les campings vulnérables envisagent de mettre leurs mobiles homes sur flotteurs, et que le maire de la Grande Motte, qui étend déjà la ville sur la mer, rêve d'île artificielle et de constructions sur pilotis sur les lagunes...

Que les inondations viennent de la terre ou de la mer, le combat est très similaire. Nous avons un enjeu fort à promouvoir les Solutions Basées sur la Nature, la première d'entre elles étant de rendre de l'espace de liberté. Le meilleur et le moins cher des atténuateurs de houle reste un lido naturel, des plages, des dunes vivantes et des marais, qui sont aujourd'hui bloqués dans leur évolution par l'occupation humaine. Il y a donc de nombreux parallèles à faire entre la reconquête des espaces de bon fonctionnement (ou espaces de mobilité) des cours d'eau, et la logique de recomposition spatiale du littoral. Malheureusement, dans les deux cas, aujourd'hui, parler de rendre à la nature des espaces et de désartificialiser a plutôt du mal à passer. Mais ça progresse, et nous, nous sommes là pour dire ce qui ne peut pas être dit, et pour faire bouger ce que les médias appellent la "fenêtre d'Overton", le champ du dicible.

En conclusion, nous faisons face à des enjeux de plus en plus forts en matière de risque d'inondations. Les associations ont un rôle à jouer mais pour ça elles doivent gagner en poids politique. Pour ça, vous pouvez nous aider. Nous devons faire beaucoup de pédagogie vers le grand public et vers les élus, porter ces messages. Et pour nous, fédération, il est important d'avoir des représentants en CLE, et autres militants, qui soient formés, actifs, organisés en réseaux, pour dans les temps à venir, accompagner le développement des Espaces de Bon Fonctionnement/de Mobilité, et le déploiement de Solutions Basées sur la Nature. Nous devons aussi être capables d'appuyer nos alliés dans cette œuvre difficile.

Face au changement climatique, à la crise de la biodiversité, nous avons besoin d'un changement culturel rapide et profond. On ne peut pas compter que sur les crises. Il faut anticiper, adopter un langage de vérité, sensibiliser, développer la solidarité et les coopérations (même si nous en avons peu parlé, c'est crucial dès lors que des enjeux doivent être déplacés), et puis surtout il faut stopper les erreurs d'aménagements. Dans ce domaine, FNE n'est pas en reste...

Ce séminaire contribue à ce travail de fond, aussi bravo ! Je vous invite à applaudir les organisateurs pour leur travail remarquable.